

ABADOU, SG DE L'ONM :

«Nous remercions Erdogan»

Visiblement, il n'y a qu'Ahmed Ouyahia qui mal pense du Premier ministre turc Tayyip Erdogan, auquel il a reproché tout récemment de marchander le sang des Algériens. Saïd Abadou, le secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), s'est félicité, hier, à Alger, en marge de la réunion préparatoire du 11^e congrès de l'organisation, de la position du Premier ministre turc par rapport à la question de la colonisation française en Algérie.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - «En tant qu'Organisation nationale des moudjahidine, nous remercions le Premier ministre turc pour sa position par rapport à la colonisation française en Algérie ainsi que pour son appui à la demande algérienne de

reconnaissance par la France de ses crimes coloniaux en Algérie», a affirmé, très volontiers, Saïd Abadou. Ceci même s'il a avoué avoir aimé que «cette position de la Turquie soit prise dans un autre contexte que celui marqué par la polémique fran-

co-turque autour du génocide arménien». Saïd Abadou a fait également part de ses regrets de noter que «seule la Turquie ait pris cette position, contrairement aux pays arabes et musulmans, notamment ceux qui ont connu, comme nous, la colonisation». Rappelant, par ailleurs, que son organisation fait de la criminalisation du colonialisme en Algérie «une position de principe immuable», Saïd Abadou a souligné que la demande demeurera incessante tant est qu'elle est légitime. Pour Abadou, la page ne pourrait être tournée qu'après que la France eut reconnu ses crimes coloniaux, demandé pardon et procédé aux indemnisations.

S'agissant des archives de la révolution algérienne détenues par la France, le secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine a estimé qu'il est des archives, notamment celles filmées et ayant trait aux crimes et tortures contre les moudjahidine, que les Français ne voudront jamais ouvrir. Ceci dit, dans son intervention à l'ouverture de la réunion, Saïd Abadou a souligné que le 11^e congrès de l'organisation, prévu les 17 et 18 mars prochain, sera l'occasion «de répondre avec



Saïd Abadou.

Photo : Samir Sid.

force aux manœuvres qui poursuivent d'attenter à l'Algérie et porter atteinte à son image».

Le congrès de l'ONM s'annonce singulier tant est que la réflexion est engagée autour de l'éventualité d'ouvrir l'organisation aux enfants de moudjahiddine et aux enfants de chouchadas. La proposition est même

contenue dans le projet de statuts élaboré par les moudjahidine de l'ancienne Zone autonome d'Alger. Ces derniers revendiquent également que les réformes politiques engagées par le chef de l'Etat aménagent une place aux moudjahidine digne de leur statut.

S. A. I.

FFS

Laskri prône la deuxième République

«Les réformes du pouvoir ne représentent avant tout que ses aspirations.» C'est ce par quoi le premier secrétaire du FFS a épilogué son intervention, hier, à l'ouverture du conseil fédéral de la capitale élargi et consacré aux débats autour de la position du parti vis-à-vis des élections législatives de mai prochain.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - A l'appui de ce constat largement partagé lors des rencontres similaires déjà organisées par le parti à travers le pays, Ali Laskri a affirmé que ces réformes, loin d'exprimer forcément le rapport de forces réel des forces politiques et sociales dans le pays, «viseraient plutôt à l'occulter». Des

débats auxquels prennent part, outre la base militante, de larges éventails de la société civile proche des thèses du parti, qui ont permis de relever l'importance de l'évaluation du rapport de forces internationales et aux effets induits par la nouvelle situation régionale. Une situation ajoutée au cinquantenaire de l'indépendance que le pays s'apprête à célébrer cette année que le premier secrétaire du FFS a mis en avant pour réitérer, une fois de plus, la revendication chère au parti : l'élection d'une Constituante qui permettra, dira-t-il encore, «l'instauration d'une deuxième République» et assurer, ainsi, le changement pacifique tant espéré. A propos de la tendance qui se dégageait de ces premières rencontres de débats, Laskri n'a pas voulu trop s'y prononcer, se

contentant d'affirmer que des débats qui sont déroulés dans une atmosphère à la fois passionnante et passionnelle, les deux avis (boycott et participation) sont émis.

A noter que parallèlement à ces conseils fédéraux élargis qui concernent 35 wilayas du pays, des débats autour de la même problématique sont menés au sein des sections de base du parti. Et au bout de ces concertations, la convention nationale du parti, qui se tiendra le 11 février prochain, aura à faire la synthèse de ces débats à même de servir de base pour le Conseil national, seule instance du parti, tiendra à préciser Laskri, «habilitée à se prononcer quant à la participation ou pas du FFS aux législatives de mai prochain». Cela dit, les avis des participants au conclave d'hier, qui s'est

déroulé à la bibliothèque communale de Rouiba, étaient partagés. Approchés bien avant l'entame des débats auxquels la presse n'a pas eu droit, des militants, pour la plupart d'un certain âge, exprimaient des points de vue opposés. Pour les uns, il est temps pour le parti de se départir de la politique de la chaise vide qui, argueront-ils, lui a coûté cher au moment où les partisans du maintien de la ligne dure vis-à-vis du pouvoir qui, à leurs yeux, n'a changé que de méthode pour se maintenir.

Et puis, lâchera, presque avec dépit, l'un d'eux, «participer avec les mêmes arguments que l'on reprochait à ceux qui ont pris part à de précédents rendez-vous électoraux relève, à mon humble avis, d'un non-sens».

M. K.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le PT se lance dans la pré-campagne électorale

Le Parti des travailleurs (PT) a officiellement entamé sa pré-campagne électorale. C'est ce qui ressort des propos tenus, hier, par sa secrétaire générale, M^{me} Louisa Hanoune, lors d'une rencontre avec les militants de son parti à El Harrach (Alger). Pour la conférencière, «on ne doit pas rater le virage des prochaines consultations électorales».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Pour preuve, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a abordé avec ses militants les questions de l'heure, notamment la question électorale. A ce propos, elle dira que le président de la République «doit donner des garanties tant sociales que politiques à même de permettre aux Algériennes

et aux Algériens d'aller voter et éviter, ainsi, un taux d'abstention élevé». Pour Louisa Hanoune, la question de la participation de son parti est chose acquise, «même si le dernier mot revient aux membres du comité central qui trancheront la question». Sur un autre plan, la secrétaire générale du Parti des travailleurs a estimé que «la loi portant régime électoral a été vidée de sa substance». De ce fait, a-t-elle dit, «le chef de l'Etat doit garantir la transparence des prochaines législatives». Néanmoins, M^{me} Hanoune a rejeté le recours aux observateurs étrangers qui, selon elle, ne sont pas une garantie de la transparence de celles-ci. «La question est de savoir si les prochaines élections seront libres et honnêtes, et si elles vont donner lieu à une recomposition politique», s'est-elle demandée en insistant sur «la transparence du scrutin et le respect du choix des citoyens». Tout en restant fidèle à ses précédentes positions sur l'ex-

ception algérienne, par rapport aux bouleversements politiques intervenus dans notre région, la première dame du PT convient, cependant, que notre pays ne saurait être en reste de ces changements. Selon elle, «l'Algérie est à la croisée des chemins». De plus, a-t-elle ajouté, «elle est cernée et elle est l'objet de convoitises et de provocations de la part de grandes puissances».

La question économique a été également évoquée par la première responsable du Parti des travailleurs. C'est dans ce cadre qu'elle a évoqué haut et fort l'échec de la politique de privatisation du secteur public national, tout en interpellant les hautes autorités du pays pour «répondre aux aspirations sociales de la société». Louisa Hanoune a cité notamment les situations qui prévalent au sein de plusieurs entreprises, dont certaines ont été privatisées.

A. B.

UN NOUVEAU PARTI DÉPOSERA SA DEMANDE D'AGRÈMENT AUJOURD'HUI

Le Mouvement de la démocratie et de la citoyenneté

Le président du nouveau parti le Mouvement de la démocratie et de la citoyenneté, l'ancien député RND Mohamed Cherifi, dit avoir tout de suite compris, après le discours d'Obama au Caire, que le changement dans le monde arabe interviendrait au bout d'une année. Une réalité, affirme-t-il, qui l'a convaincu de faire un come-back sur la scène politique nationale.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le Mouvement de la démocratie et de la citoyenneté (MDC) a tenu, hier, son assemblée constitutive au musée du Moudjahid, sis à Port-Saïd, à Alger. Sa demande d'agrément sera déposée aujourd'hui au ministère de

l'Intérieur. Son président, Mohamed Cherifi, ancien député du Rassemblement national démocratique (RND) de 1997 à 2002, de la région d'Oran, affirme s'être retiré de la scène politique nationale aussitôt après la fin de son mandat, car convaincu qu'il n'y avait plus de débat politique en Algérie.

Mais c'est le discours de Barack Obama au Caire qui, semble-t-il, l'a beaucoup inspiré et lui a redonné espoir et surtout l'ultime conviction que le changement dans le monde arabe interviendrait durant les douze mois qui suivent. «J'avais tout de suite compris que le changement allait d'une manière ou d'une autre être imposé aux pays arabes», a-t-il souligné. C'est donc vers le mois d'avril 2011 que Mohamed Cherifi fera son come-back sur la scène politique nationale, en contactant les premiers membres fon-

dateurs à El Tarf, à l'est du pays. Dans sa proclamation, le Mouvement de la démocratie et de la citoyenneté affirme que le parti «répond à un choix des fondateurs, à savoir s'inscrire au plus près des préoccupations politiques, sociales, sociétales et économiques des citoyens». Il est également souligné que «le parti sera pérenne et indépendant».

L'indépendance, bien évidemment, ne se décrète pas, elle se prouve. Cette indépendance ne sera pas un vœu pieux. La ligne politique que nous appelons de nos vœux, et pour laquelle nous nous mobilisons, est celle qui traduira une réelle capacité à changer la donne, à peser sur les événements, ce qui suppose des options précises plutôt que des compromis inopérants».

M. M.

SIDI ALI BOUNAB Un citoyen blessé dans l'explosion d'une bombe

Des citoyens de passage sur une route menant de Draâ Ben Khedda vers les hameaux du mont de Sidi Ali Bounab, à une quinzaine de kilomètres à l'ouest de Tizi-Ouzou, ont été surpris par l'explosion d'une bombe enfouie dans le bas-côté de la chaussée.

Selon une source sécuritaire, seul le conducteur du véhicule, à bord duquel avaient pris place quatre autres personnes, a été blessé par la déflagration. Fort heureusement, l'explosion s'est produite après le passage du véhicule, de quelques dizaines de mètres. Ainsi, c'est le premier acte terroriste enregistré sur le territoire de la wilaya de Tizi-Ouzou depuis l'opération ayant permis l'élimination de l'«émir» El-Khachkhache au tout début de ce mois.

A. M.